



## PISA pour le développement - Note **2**

### PISA pour le développement : quels avantages pour les pays participants ?

- Huit pays participent à l'initiative PISA pour le Développement (PISA-D) : le Cambodge, l'Équateur, le Guatemala, le Honduras, le Panama, le Paraguay, le Sénégal et la Zambie.
- Le lancement de PISA-D a pour objectif de rendre PISA plus accessible et pertinent pour les pays à revenus faibles ou intermédiaires.
- Les pays participant au PISA-D renforceront leurs capacités pour la gestion d'évaluations à grande échelle des résultats d'apprentissage des élèves et l'utilisation des données ainsi collectées afin d'étayer les politiques nationales et un processus décisionnel fondé sur des bases factuelles.

Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE prévoit l'administration d'une enquête tous les trois ans. Depuis sa création en 2000, plus de 80 pays ont participé au PISA, dont 40 pays à revenus intermédiaires et 4 pays à faibles revenus. Une étude de l'expérience de ces pays dans l'évaluation montre que bien qu'ayant bénéficié d'un renforcement de leurs capacités et des données collectées dans le cadre de l'évaluation, ils ont toutefois rencontré des difficultés financières, techniques, et contextuelles lors de leur participation. Lancée en 2013, l'initiative PISA-D s'inspire de l'expérience de ces 44 pays à revenus faibles ou intermédiaires ayant participé au PISA, et se donne pour objectif de rendre ce programme plus accessible et pertinent pour un éventail plus large de pays.

#### *Les pays participant au PISA-D élaborent et testent des instruments PISA renforcés.*

L'enquête PISA évalue les compétences des élèves de 15 ans en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences, et mesure leur capacité à appliquer ce qu'ils ont appris à l'école dans des situations de la vie réelle. Grâce aux résultats de l'enquête PISA, les responsables politiques peuvent évaluer les connaissances et les compétences des élèves de leur pays en comparaison avec celles des élèves des autres pays, se fixer des objectifs stratégiques à l'aune d'objectifs mesurables atteints par d'autres systèmes d'éducation, et tirer des enseignements des politiques et pratiques en vigueur dans les pays qui ont progressé. Ce type d'analyse comparative internationale est aujourd'hui plus pertinent que jamais, tous les pays du monde ayant adopté l'objectif de développement durable relatif à l'éducation.

Huit pays PISA-D (le Cambodge, l'Équateur, le Guatemala, le Honduras, le Panama, le Paraguay, le Sénégal et la Zambie) se sont associés à l'OCDE afin d'élaborer et de tester des instruments d'évaluation PISA renforcés, conçus pour rendre compte d'un éventail plus large de niveaux de compétences et de contextes sociaux. À l'exception du Panama, ces pays n'ont jamais participé au PISA ; ils ont cependant une expérience dans le domaine des évaluations régionales ou internationales, et évaluent leurs élèves au niveau national.

Bien qu'il y ait sans nul doute des élèves très performants dans tous les pays PISA-D, l'expérience des pays à revenus intermédiaires ayant participé au PISA a montré que de nombreux élèves de 15 ans y sont susceptibles de se situer à des niveaux plus faibles de compétences. Les instruments d'évaluation renforcés proposés dans le cadre de PISA-D permettront de mesurer les performances de ces élèves, tout en garantissant la comparabilité de ces résultats avec les données de l'enquête PISA principale. Les questionnaires contextuels renforcés permettront également une meilleure compréhension des modalités d'association entre certains facteurs, tels que le milieu socio-économique des élèves ou l'environnement d'apprentissage en classe, et les résultats d'apprentissage dans différents contextes.



L'un des grands défis du PISA est d'assurer l'inclusion des jeunes non scolarisés dans l'évaluation. On estime que dans des pays PISA-D, environ 30 % des jeunes de 15 ans ne sont pas scolarisés. L'OCDE et six de ces huit pays expérimentent aussi de nouvelles méthodes et approches visant l'inclusion des jeunes non scolarisés dans l'évaluation – un premier pas crucial dans la lutte contre l'exclusion sociale.

Les pays PISA-D font part de différentes raisons pour expliquer leur participation, la principale étant la reconnaissance du potentiel de PISA comme outil puissant, à même d'étayer le processus décisionnel au sein de leurs contextes particuliers.

**Les pays PISA-D bénéficient de tout un ensemble d'activités de renforcement des capacités et d'apprentissage entre pairs.**

PISA-D favorise le renforcement des capacités des pays participants pour l'administration d'évaluations à grande échelle des résultats d'apprentissage, ainsi que l'analyse et l'utilisation des résultats au service des politiques nationales et d'un processus décisionnel fondé sur des bases factuelles. Chaque pays PISA-D a établi un plan de renforcement de ses capacités fondé sur une analyse détaillée de son aptitude à mettre en œuvre l'évaluation PISA. L'OCDE propose aux pays participants des formations sur tout un ensemble de thèmes, dont l'élaboration des cadres et des items, l'échantillonnage, la traduction/l'adaptation des instruments d'évaluation, la gestion des données, le codage des réponses des élèves, et l'analyse et la communication des données. En renforçant leurs propres capacités pour l'administration de l'enquête PISA et d'autres évaluations à grande échelle, les pays PISA-D améliorent également leur capacité à évaluer leurs progrès sur la voie de la réalisation de l'objectif de développement durable relatif à l'éducation, qui promeut une éducation inclusive et équitable de qualité, ainsi qu'un apprentissage tout au long de la vie pour tous.

En outre, les pays PISA-D s'engagent dans des activités d'apprentissage entre pairs avec des pays participant déjà au PISA. Ils échangent des informations sur la collaboration avec les acteurs du monde de l'éducation, l'utilisation des résultats du PISA pour étayer un débat national plus large sur les valeurs et les normes d'évaluation, et la préparation des rapports nationaux ainsi que la diffusion des résultats de l'évaluation. Les résultats de PISA-D seront disponibles en 2018.

Les pays participants à l'initiative PISA-D doivent mettre en place une stratégie visant à communiquer et à s'engager avec tout un ensemble d'acteurs durant le projet. Avec les résultats de l'évaluation, les pays PISA-D disposeront d'une base de données fiable sur les connaissances et les compétences de leurs jeunes de 15 ans. Dans chacun des pays participants, les équipes nationales ont noué des contacts avec tout un éventail d'acteurs, dont des responsables politiques, des universitaires, des médias, des chefs d'établissement, des enseignants, des parents et des élèves, afin d'optimiser l'utilisation de ces résultats et d'insuffler un nouvel élan au dialogue stratégique national et international sur la façon d'améliorer les résultats d'apprentissage et la qualité de l'éducation.

**Référence**

Lockheed, M., T. Prokic-Bruer et A. Shadrova (2015), *The Experience of Middle-Income Countries Participating in PISA 2000-2015*, PISA, Banque mondiale, Washington, D.C./Éditions OCDE, Paris. DOI :[10.1787/9789264246195-en](https://doi.org/10.1787/9789264246195-en)

**Pour plus d'informations**

Contactez [Michael.Ward@oecd.org](mailto:Michael.Ward@oecd.org), [Catalina.Covacevich@oecd.org](mailto:Catalina.Covacevich@oecd.org) ou [Kelly.Makowiecki@oecd.org](mailto:Kelly.Makowiecki@oecd.org)

**Voir**

[www.oecd.org/pisa/aboutpisa/pisapourledeveloppement-home.htm](http://www.oecd.org/pisa/aboutpisa/pisapourledeveloppement-home.htm)

**Le mois prochain**

*PISA et PISA-D : quels points communs ?*

**Crédits photo** : © Curt Carnemark/World Bank © epicurean / iStockphoto

Ce document est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions qui y sont exprimées et les arguments qui y sont employés ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.